

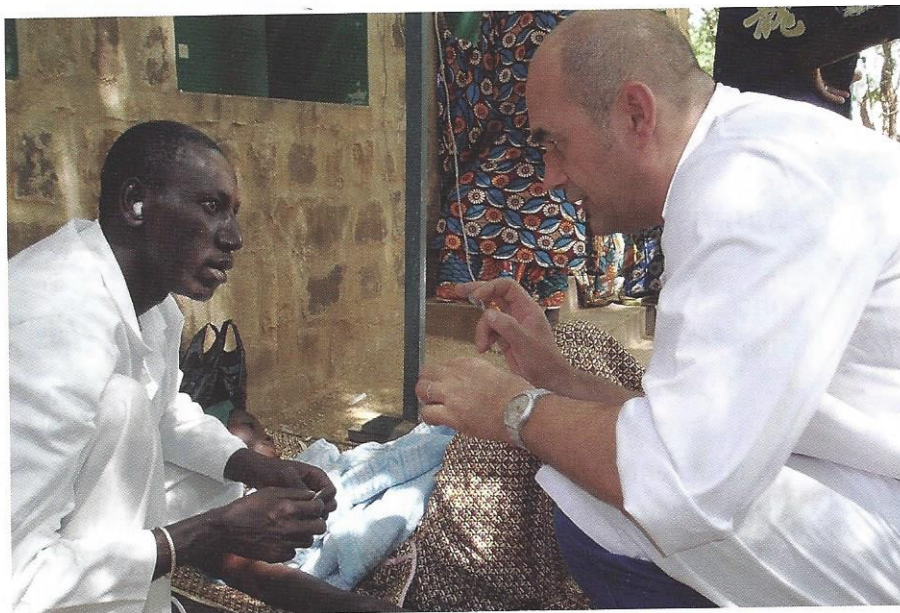
- • • *l'agriculture, particulièrement les cultures de maïs, c'est l'essence de notre région. Et elle sera complètement déplacée par ces projets de fermes éoliennes* ». Elle précise plus loin que les terres sont louées aux paysans pour 30 ans et à un prix dérisoire.

La délicate question des pays du Sud

Concernant les associations de solidarité internationale (ASI), ce sont également leur mode d'intervention et certaines de leurs pratiques sur le terrain qui soulèvent beaucoup d'interrogations au Sud. Dernier exemple flagrant en date : le rôle des ONG suite au séisme en Haïti en 2010. Lourde-ment critiquées par certains observateurs et universitaires, tels ceux présents lors du colloque « *Les ONG en Haïti : entre le bien et le mal* » de Montréal en 2012, elles sont accusées de maintenir une situation de dépendance du Pays aux ONG du Canada, des États-Unis et de la France.

Frédéric Boisrond, sociologue, a même cité l'ancien président étasunien Bill Clinton qui, pour justifier les fonds alloués à l'United States Agency for International Development (USAID), avait fait valoir que l'agence d'aide internationale était d'abord et avant tout un « *levier économique interne, puisque 80 % de l'aide ne quitte pas le pays* ». Les données gouvernementales des États-Unis de l'automne 2011 sur l'aide à Haïti illustrent parfaitement ce phénomène : sur 1537 contrats valant au total 204 604 670 \$, seulement 23 contrats ont été attribués à des entreprises haïtiennes, pour un total de 4 841 426 \$. Il a été aussi reproché que « *les ONG haïtiennes ne reçoivent pas d'aide et pourtant ce sont elles qui connaissent le pays et les besoins de la situation* ».

Même son de cloche sur le blog du journaliste pakistanais Raza Rumi. Celui-ci pointe les dérives de l'aide humanitaire au Pakistan. Le poids considérable des ONG américaines suscite des interrogations légitimes sur leur rôle et leur impact. Raza Rumi considère que la supériorité de l'action des ONG tient du mythe : elles



[Santé Sud organise des échanges entre professionnels sur un laboratoire médical de brousse au Mali. © Santé Sud]

échouent dans leur objectif d'atteindre les plus pauvres et les plus marginalisés.

Vers une régulation des comportements

Mais « *fondamentalement, les ONG ne bénéficient-elles pas d'un affaiblissement de l'État qu'elles contribuent elles-mêmes à aggraver ? Question redoutable...* », s'interroge Alain Le Sann. Il poursuit : « *Certaines ONG n'ont-elles pas tendance à privilégier leur propre pouvoir au lieu de soutenir le renforcement des capacités des plus pauvres et des plus marginalisés ?* »

Chaque cas est différent et il existe encore et heureusement des ONG au service des plus démunis. Conscientes des interrogations autour de leurs actions, elles misent sur la professionnalisation de leurs effectifs. Certaines structures ne veulent pas non plus fonctionner selon des logiques de grosses entreprises et refusent également la collaboration avec des acteurs privés en inadéquation avec leur éthique et leurs objectifs. Enfin, « *la nécessité d'établir de réels partenariats Sud/Nord est une préoccupation partagée par de plus en plus d'ONG.* », précise Michel Faucon, l'ancien Délégué général du Centre de recherche et d'informations pour le développement (Crid). Leurs actions entrent effectivement aujourd'hui dans le champs de

Territoires solidaires : le réseau référent en Provence

Comme chaque année, Territoires solidaires communique sur la semaine de la solidarité internationale en Paca. Cette 17^e édition aura lieu du 15 au 23 novembre. Ce réseau des acteurs de la coopération internationale regroupe plus de 30 membres : associations, entreprises, universités... Son objectif : animer, mettre en réseau et participer à la professionnalisation des acteurs, pour les accompagner vers de nouvelles perspectives de développement.

l'éducation au développement et à la solidarité internationale (EADSI). Il conclut : « *À la lumière de ce qui se passe dans les forums sociaux, l'EADSI va aussi s'attacher à promouvoir une logique d'alliances entre des acteurs du Sud et du Nord pour répondre aux défis de ce nouveau millénaire.* » En espérant que ces alliances soient suffisantes...

PLUS d'INFOS +++
www.crid.asso.fr
www.ritimo.org
www.territoires-solidaires.com
www.peche-dev.org

À LIRE AUSSI +++
 Repenser la pauvreté, A. V. Banerjee et E. Duflo,
 Seuil Ed., 2012, 432 pages, 24,30 euros.